

***Cahiers Balkaniques*, 33, 2005, « Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives »**

Sous la direction de Faruk Bilici, 204 pages

Athéna Skoulariki



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/2004>

DOI : 10.4000/balkanologie.2004

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Athéna Skoulariki, « *Cahiers Balkaniques*, 33, 2005, « Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives » », *Balkanologie* [En ligne], Vol. IX, n° 1-2 | 2005, mis en ligne le 14 janvier 2010, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/2004> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.2004>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Cahiers Balkaniques, 33, 2005, « Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives »

Sous la direction de Faruk Bilici, 204 pages

Athéna Skoulariki

RÉFÉRENCE

Cahiers Balkaniques, 33, 2005, « Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives » (sous la direction de Faruk Bilici), 204 p.

- 1 Au cours de l'année 2005, l'éventualité d'une future adhésion de la Turquie à l'UE donna lieu à des vifs débats à propos de la définition des frontières de l'Europe et des conditions politiques et/ou culturelles de l'élargissement. Le volume 33 des *Cahiers Balkaniques* de l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales), consacré aux relations entre la Turquie et la Grèce, présente en ce sens un double intérêt. En plus des spécialistes de la région, il concerne tous ceux qui veulent approfondir sur l'histoire contemporaine des deux pays et comprendre les enjeux qui y sont liés.
- 2 Le volume intitulé « Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives », publié sous la direction de Faruk Bilici, présente les actes du colloque organisé par l'INALCO en 2004. Le titre indique déjà la volonté affichée des participants d'aller « au delà des visions stéréotypées »¹ qui se contentent de souligner la rivalité et les points de rupture et, en adoptant une posture optimiste, de chercher les convergences et les possibilités d'entente entre deux peuples qui sont, après tout, « condamnés à cohabiter »². Cette approche constructive n'a pas toutefois empêché la mise en

évidence des problèmes très réels qui empoisonnent toujours les relations entre les deux États.

- 3 Les articles se regroupent en deux parties. La première partie porte sur les liens culturels entre la Grèce et la Turquie, examinés surtout à travers la littérature, la musique et la mémoire des populations échangées. Il s'agit d'une contribution innovante, car le volet culturel est absent de la plupart des analyses qui existent en France. La deuxième partie concerne les relations bilatérales du point de vue politique et diplomatique et plus particulièrement le rapprochement gréco-turc des dernières années, les tensions qui persistent, l'antagonisme dans les Balkans, la question de Chypre et le statut des minorités.
- 4 Le recueil a donc le mérite d'aborder le sujet sous plusieurs angles, bien qu'on puisse regretter l'absence de certains autres. On ne trouve pas de référence aux échanges culturels, intellectuels et universitaires qui nouent des liens entre les sociétés, en se développant de plus en plus. Ce sont les initiatives de ces milieux qui ont préparé le terrain en Grèce, permettant à certains responsables politiques de rompre avec la rhétorique anti-turque dominante et de changer l'orientation de la politique étrangère. Manque notamment une analyse sur les médias qui jouent un grand rôle tant dans les crises, que dans le rapprochement, par divers moyens : en amplifiant les événements, en recourant aux stéréotypes nationalistes, en provoquant même des incidents-chocs (comme lors de la crise de Imia/Kardak en 1996 quand les deux pays ont failli entrer en guerre du fait d'un groupe de journalistes turcs qui ont hissé le drapeau de leur pays sur un îlot de la mer Égée pour contester la souveraineté grecque) ; ou, au contraire, en profitant des histoires humaines, des œuvres de fiction et des images émouvantes de l'actualité (comme dans le cas des tremblements de terre), pour promouvoir la réconciliation et les rapports de bon voisinage entre Grecs et Turcs. Les citoyens des deux pays sont ainsi confrontés quotidiennement à des discours contradictoires, soulignant soit les traits communs de la culture et des traditions, soit les spécificités de la nation adverse et les antécédents historiques qui justifieraient la méfiance réciproque et l'hostilité.
- 5 La question de la connaissance de l'autre est en effet essentielle en vue d'une amélioration des relations entre la Turquie et la Grèce. Les *Cahiers Balkaniques* ont ainsi exploré dans quelle mesure la littérature de chacun des pays est familière au public de l'autre. L'article de Stéphane Sawas, « ...Yana Yana : la littérature turque en Grèce, une première approche », propose une périodisation des traductions des œuvres turques traduites en grec depuis 1935 qui est censée refléter l'évolution des mentalités en Grèce au sujet des rapports avec la Turquie. L'auteur distingue trois tendances, la première étant la traduction d'une littérature qui s'adresse au lecteur grec pris « entre la soif d'exotisme et la nostalgie de l'Asie mineure » (p. 20) ; la deuxième concerne les œuvres des intellectuels de gauche (comme Nâzım Hikmet et Aziz Nesin) inspirées par la lutte pour la démocratie et les libertés, qui sont les plus diffusées en Grèce œuvres à « vocation universelle ». L'analyse de S. Sawas est intéressante, bien que l'on puisse exprimer quelques réserves vis-à-vis de certaines classifications³. Surtout, les livres qui misent sur l'exotisme d'un « Orient fantasmé » et ceux qui suscitent la nostalgie des Grecs originaires de l'Asie mineure entrent difficilement dans la même catégorie. Ces derniers ont connu un Orient bien réel et sont peu enclins à l'orientalisme. Par ailleurs, l'auteur critique le fait que la littérature turque paraît parfois dans des collections d'œuvres balkaniques. Or, pour le lecteur grec la littérature balkanique n'a rien

d'exotique ; elle est au contraire plus proche à son vécu par rapport à celle de l'Amérique latine, très prisée, par exemple. Il s'agit d'un choix de promotion, qui fait preuve de l'intérêt nouveau que suscitent en Grèce les pays voisins, depuis l'ouverture des frontières.

- 6 L'article suivant, intitulé « La littérature grecque contemporaine traduite en turc : un capital de sympathie », entreprend donc d'étudier le cas inverse. Son auteur, Faruk Bilici, dresse un panorama des éditions de prose et de poésie grecque, anciennes et modernes, ainsi que des anthologies. Il fait surtout un parallèle entre les choix des traducteurs et les préoccupations majeures de la société turque à chaque période. En comparant ces deux articles qui proposent un regard croisé, on constate une correspondance entre les deux cas de figure : la littérature engagée de la gauche grecque, notamment la poésie de Yannis Ritsos, a trouvé un écho important en Turquie, tandis que les œuvres des romanciers crétois (Kazantzakis et Prévélakis) sont d'autant plus appréciées qu'ils répondent « à la nostalgie du lecteur turc » pour la patrie commune, perdue à jamais. Faruk Bilici souligne, en outre, la contribution de la collection Marenostrom, motivée par la « philosophie de cohabitation sur les deux rives de la mer Égée » (p. 41), dans la diffusion des œuvres pacifistes de Terzakis, Venezis et Dido Sotiriou.
- 7 Henri Tonnet, dans son article : « L'image du Turc musulman dans Ali Hurshid bey de Basile-Miltiade Nicolaïdis », analyse le récit autobiographique, paru en 1882, d'un Grec de Constantinople qui a grandi comme musulman jusqu'à l'âge de 13 ans. Sa haine du Turc est en quelque sorte une dénégation de ce qu'il a été et d'un monde qu'il connaît de l'intérieur. Basma Zerouali étudie avec compétence « la part "ottomane" dans les pratiques musicales des Grecs de Smyrne », la ville de l'Empire où le métissage entre les musiques occidentales et celles de la Méditerranée orientale a fait naître la musique grecque populaire du XX^e siècle.
- 8 La première partie, dédiée aux questions culturelles, se clôt par un article très riche en informations et en nuances de Georges Drettas, à propos des « Modes et fonctions du voyage de pèlerinage des Gréco-pontiques en Turquie orientale ». En partant du constat que chez les populations déplacées il y a un « clivage idéal » entre la patrie originelle et le pays d'accueil qui est dévalorisé, l'auteur examine les effets du voyage en Turquie – et donc de la confrontation aux réalités du présent – sur l'identité des descendants des réfugiés. La rencontre avec les musulmans parlant le dialecte gréco-pontique qui vivent sur la terre ancestrale bouleverse les idées reçues à propos de l'authentique culture pontique, telles qu'elles sont élaborées par les associations folkloriques et les politiciens nationalistes en Grèce. Sa conclusion vaut pour nombre de cas analogues : « le droit au retour dans l'ordre symbolique permet d'éviter les délires irrédentistes » (p. 95).
- 9 La deuxième partie de la revue est consacrée aux problèmes politiques et communautaires. L'article « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions, permanences », signé par Samim Akgönül, fait le point sur l'ensemble des questions qui intéressent les deux États. En évoquant tant le cadre international modifié depuis la fin de la Guerre froide, que les facteurs internes qui influencent la prise de décision en politique étrangère (enjeux politiques, société civile, médias), il met en évidence la complexité des problèmes. Contrairement à l'idée répandue qui attribue l'amélioration des relations entre la Grèce et la Turquie à l'élan de solidarité entre les deux peuples causé par les tremblements de terre de 1999, S.

Akgönül démontre clairement que le rapprochement politique était décidé par le gouvernement grec et surtout par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Giorgos Papandreou, après la crise de l'affaire Öcalan au début de la même année. De fait, la détente au niveau populaire supposait une « véritable volonté politique » (p. 106) et, nous ajoutons, beaucoup d'obstination face aux préjugés dominants. La stagnation depuis le changement du gouvernement en Grèce en 2004 en est une preuve supplémentaire.

- 10 L'article qui suit, intitulé « La Grèce et la Turquie dans les Balkans : la complémentarité introuvable », est une analyse minutieuse et bien documentée de Stéphane Yérasimos, un des plus bons connaisseurs de la région, décédé malheureusement en 2005. En commençant par un exposé des ambitions, des faiblesses et des sources d'insécurité des deux pays, S. Yérasimos met en perspective leurs stratégies, politiques et économiques, dans les Balkans. Il évoque notamment comment la Grèce, après une période de crispation, a pu enfin se montrer confiante à son avenir, ayant à la seconde moitié des années 1990 « pleinement intériorisé son appartenance à l'Union européenne » (p. 132) et tente depuis de s'imposer comme intermédiaire entre les pays des Balkans et l'UE. La Turquie, par contre, du fait de ses capacités économiques réduites, se contente d'affirmer sa présence régionale surtout sur le plan géostratégique. L'auteur remarque justement que « plus qu'une coopération gréco-turque, il s'agit d'un "marquage" de l'adversaire » (p. 170).
- 11 S'il y a un point sur lequel quasiment tous les analystes sont d'accord, c'est que la clé pour l'amélioration des relations entre la Grèce et la Turquie est la solution de la question chypriote et le retrait de l'armée turque de l'île. Gilles Bertrand dans son article « Chypre : vers la réintégration ou la partition définitive ? » décrit les évolutions politiques qui ont conduit, d'une part, au retournement de la politique de la Turquie, sous le gouvernement de R. T. Erdoğan, et ensuite à la fin du pouvoir Denктаş ; et de l'autre, au rejet du plan Annan par les Chypriotes grecs. L'auteur signale que le plan des Nations unies adopte la version officielle du conflit, celle d'un conflit intercommunautaire, et qu'il ne prend pas en compte une autre interprétation qui critique le rôle des élites nationalistes entrées en lutte pour le contrôle du pouvoir. Il n'est pas surprenant qu'aujourd'hui encore ces élites se montrent hostiles à un accord qui les amènerait à partager leur pouvoir. L'adhésion de l'île à l'UE est certes une nouvelle donnée, qui a changé les rapports de force. Cependant, l'eupéanisation de la question n'a pas affecté le cadre des négociations jusqu'à présent, ni les principaux acteurs internationaux qui ne sont autres que les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie et l'ONU. Curieusement, le rôle de ces derniers n'est pas mentionné dans l'article. G. Bertrand explique avec pertinence les changements du côté des Chypriotes turcs, mais son analyse –faute peut-être de pouvoir lire des sources en grec – passe rapidement ce qui s'est passé du côté des Chypriotes grecs lors du référendum de 2004. Le Président Tassos Papadopoulos a alors déclaré qu'il refusait d'échanger la « République (de Chypre) » contre une « Communauté (des Chypriotes grecs) », en rompant avec la ligne officielle qui primait la solution d'une « fédération bicommunautaire ». Il semble d'ailleurs plausible qu'il avait évité de négocier sérieusement le plan Annan. Le débat était miné d'avance : la campagne pour le « non » a eu le soutien de toutes les instances de l'État, les discours alarmistes attisaient le sentiment d'insécurité de la population et les supporteurs du « oui » étaient qualifiés de « traîtres ». Dans ce contexte, même la gauche qui était traditionnellement pour l'entente avec les Chypriotes turcs a fait marche arrière. Il est par conséquent de plus

en plus difficile d'imaginer un accord pour l'unification de l'île, alors que la partition se consolide *de facto*.

- 12 Le dernier article, écrit par Joëlle Dalègre, est intitulé : « Entre Grèce et Turquie : une situation délicate, les minorités ». Il concerne, plus particulièrement, les ressortissants turcs de confession grecque-orthodoxe et les ressortissants grecs de religion musulmane qui sont protégés par le Traité de Lausanne de 1923. L'auteur décrit l'évolution des politiques des deux pays vis-à-vis de ces minorités jugées « inassimilables », voire « encombrantes », dans le cadre de l'État-nation qui se veut ethniquement homogène ; elle souligne notamment que le principe de réciprocité se traduit parfois en politique de représailles et que les citoyens minoritaires se transforment en otages aux moments des crises entre la Grèce et la Turquie. Après plusieurs décennies de marginalisation socio-économique des minorités et de non-respect de leurs droits, la situation semble s'améliorer sous la pression des instances internationales. En Grèce, les ennuis administratifs ont cessé depuis 1990 et un quota de discrimination positive permet l'entrée des jeunes minoritaires aux universités grecques. Bien qu'une révision de la politique éducative soit nécessaire pour l'intégration des musulmans dans la société grecque, la minorité a déjà une élite éduquée et de plus en plus émancipée. Le recul de la rhétorique nationaliste depuis une dizaine d'années en Grèce fait, en outre, baisser les tensions et encourage le dialogue. Si pourtant l'avenir des environ 130 000 musulmans de Thrace occidentale (Turcs, Pomaks et Roma) semble aujourd'hui plutôt assuré, celui des Roms d'Istanbul est très incertain, vu que leur nombre est passé de 130 000 dans les années 1930 en moins de 3 000 de nos jours, suite aux expulsions de 1964, aux confiscations de propriétés, à la politique de turquisation et aux pressions sur le Patriarcat. En dépit des déclarations de bonnes intentions, les gouvernements turcs successifs ne décident même pas l'ouverture de l'école théologique de Halki/Heybeliada.
- 13 Concluons avec une remarque sur l'actualité politique. À la surprise des autres pays membres, la Grèce soutient activement la candidature de la Turquie à l'UE. Le motif n'est autre que l'espoir d'une adaptation de l'État turc aux normes et aux principes européens relatifs à l'État de droit, aux libertés fondamentales et au respect du droit international. La démocratisation et la stabilité politique sont également les raisons qui ont commandés l'adhésion de la Grèce à la Communauté en 1981. Selon cette approche volontariste, malgré les retards économiques et la différence d'un pays en matière de culture politique, le processus d'adhésion et l'intégration aux institutions européennes agissent en catalyseurs des changements souhaités. Dans le cas de la Grèce, le pari a été gagné. C'est actuellement le tour de la Turquie. Les problèmes de la construction politique de l'Europe, la récession économique et le récent élargissement désignent, tout de même, un contexte moins favorable.

NOTES

1. Delouche (Gilles), « Préface », p. 5.

2. Bilici (Faruk), « Introduction », p. 7.

3. Pour citer un exemple, la traduction de la poésie de Yunus Emre, une oeuvre fondamentale des lettres turques datant du XIII^{ème} siècle, n'a pas de place, nous semble-t-il, parmi la littérature qui inspire de la nostalgie. De fait, le choix de Polymnia Athanassiadi de ne pas utiliser la transcription en turc moderne trahit sa rigueur scientifique et le respect de la métrique, plutôt qu'un goût pour l'exotisme ; il s'agit d'ailleurs d'une simple reproduction du texte, tel qu'il est publié par des éditeurs turcs contemporains.